Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Association L'INTER'VAL
4, rue du Centre Social
35380 PLELAN LE GRAND

Exercice clos le 31 Décembre 2018

Yvon Robbe- Audit et Conseil
SAS d'Expertise Comptable et
de Commissariat aux Comptes
au capital de 161 160 €
inscrite au tableau de l'Ordre de la région
de Bretagne et membre de la Compagnie régionale de Rennes.
RCS Rennes B 529 328 965
6, parc de Brocéliande
35760 Saint Grégoire

ASSOCIATION L'INTER'VAL

4, rue du Centre social
35580 PLELAN LE GRAND

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31/12/2018

Aux membres de l'association,

1. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION L'INTER'VAL relatifs à l'exercice clos le 31/12/2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'ASSOCIATION L'INTER'VAL à la fin de cet exercice.

2. FONDEMENT DE L'OPINION

❖ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

❖ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1 Janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

3. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4. VERIFICATION DU RAPPORT DE GESTION ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX MEMBRES DE L'ASSOCIATION

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

5. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'ASSOCIATION L'INTERVAL à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

6. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

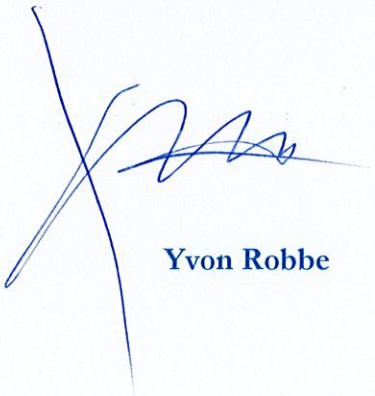
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence

ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Saint Grégoire le 4 Mars 2019

Le Commissaire aux Comptes
Yvon Robbe Audit et Conseil



Yvon Robbe

BILAN

Actif	Du 01/01/2018 au 31/12/2018			31.12.2017
	Brut	Amort	Net	Total
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	**12 032.69**	**11 935.28**	**97.41**	**97.41**
FRAIS D'ETABLISSEMENTS				
FRAIS D'AUGMENTATION DE CAPITAL				
FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT				
CONCES. BREVETS LICENCES MARQUES	12 032.69	11 935.28	97.41	97.41
DROIT AU BAIL				
AUTRES				
AVANCES ET ACOMPTES				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**52 237.56**	**46 094.29**	**6 143.27**	**11 036.38**
TERRAINS				
CONSTRUCTIONS SUR SOL PROPRE				
CONSTRUCTIONS SUR SOL D'AUTRUI				
INSTALLATION TECHNIQUE MATERIEL ET OUTILLAGE				
AUTRES	52 237.56	46 094.29	6 143.27	11 036.38
IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS				
AVANCES ET ACOMPTES				
IMMOBILISATIONS GREVEES DE DROITS				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
PARTICIPATIONS				
CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS				
AUTRES TITRES IMMOBILISES				
PRETS				
AUTRES				
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (1)	**64 270.25**	**58 029.57**	**6 240.68**	**11 133.79**
STOCKS ET ENCOURS				
MATIERES PREMIERES & AUTRES APPROVISIONNEMENTS				
EN COURS DE PRODUCTION				
PRODUITS INTERMEDIAIRES				
MARCHANDISES				
FOURNISSEURS AVANCES ET ACOMPTES VERSES/COMMANDES				
CREANCES	**83 843.23**		**83 843.23**	**88 139.40**
CREANCES USAGERS ET COMPTES RATTACHES	30 289.00		30 289.00	12 092.79
AUTRES	53 554.23		53 554.23	76 046.61
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
DISPONIBILITES	**156 223.40**		**156 223.40**	**118 318.77**
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	**1 405.40**		**1 405.40**	**1 146.54**
TOTAL ACTIF CIRCULANT (2)	**241 472.03**		**241 472.03**	**207 604.71**
CHARGES A REPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES (3)				
PRIMES DE REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS (4)				
ECART DE CONVERSION ACTIF (5)				
TOTAL GENERAL	**305 742.28**	**58 029.57**	**247 712.71**	**218 738.50**

BILAN

Passif	31/12/2018 Montant	31.12.2017 Total
FONDS PROPRES		
FONDS ASSOCIATIFS SANS DROIT DE REPRISE	80 000.00	80 000.00
ECART DE REEVALUATION		
RESERVES		
REPORT A NOUVEAU	1 610.60	16 350.31
RESULTAT DE L'EXERCICE	30 082.99	-14 739.71
TOTAL FONDS PROPRES (1)	**111 693.59**	**81 610.60**
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS		
FONDS ASSOCIATIFS AVEC DROIT DE REPRISE		
ECART DE REEVALUATION		
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	3 600.25	910.46
PROVISIONS REGLEMENTES		
DROITS DES PROPRIETAIRES		
TOTAL AUTRES FONDS ASSOCIATIFS (2)	**3 600.25**	**910.46**
TOTAL FONDS ASSOCIATIFS (1 + 2)	**115 293.84**	**82 521.06**
PROVISIONS POUR RISQUES		
PROVISIONS POUR CHARGES	16 000.00	10 000.00
TOTAL DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (3)	**16 000.00**	**10 000.00**
FONDS DEDIES (4)		
EMPRUNTS OBLIGATAIRES		
EMPRUNTS ET DETTES AUPRES D'ETABLISSEMENTS DE CREDITS		5 162.50
EMPRUNTS ET DETTES FINANCEURS DIVERS		145.93
AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES		
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	7 650.81	1 287.71
DETTES FISCALES ET SOCIALES	75 703.76	81 469.58
DETTES SUR IMMOBILISATIONS ET COMPTES RATTACHES		
AUTRES DETTES	4 887.46	11 066.80
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	28 176.84	27 084.92
TOTAL DETTES (5)	**116 418.87**	**126 217.44**
ECARTS DE CONVERSION PASSIF (6)		
TOTAL GENERAL	**247 712.71**	**218 738.50**

COMPTE DE RESULTAT

Sélection période du 01/01/2018 au 31/12/2018

Toutes les écritures

Charges (ttc)	Du 01/01/2018 au 31/12/2018		31.12.2017
	Montant	Total	Total
CHARGES D'EXPLOITATION			
ACHATS DE MARCHANDISES			
VARIATION DE STOCK			
ACHATS MATIERES PREMIERES AUTRES APPROVISIONNEMENTS			
VARIATION DE STOCK			
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERIEURES	138 849.92		141 993.57
IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	11 267.54		12 485.15
SALAIRES ET TRAITEMENTS	375 675.52		429 639.56
CHARGES SOCIALES	112 454.80		125 187.31
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS		15 741.82	10 319.38
/IMMOBILISATIONS : DOTATION AUX AMORTISSEMENTS	9 741.82		10 319.38
/IMMOBILISATIONS : DOTATION AUX PROVISIONS			
/ACTIF CIRCULANT : DOTATION AUX PROVISIONS	6 000.00		
RISQUES & CHARGES : DOTATION AUX PROVISIONS			
SUBVENTIONS ACCORDEES PAR L'ASSOCIATION			
AUTRES CHARGES	2 770.89		1 365.30
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (1)		**656 760.49**	**720 990.27**
QUOTES-PARTS DE RESULTAT SUR OPERATIONS FAITES EN COMMUN (2)			
CHARGES FINANCIERES			
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS			
INTERETS ET CHARGES ASSIMILES	1 412.50		166.81
DIFFERENCES NEGATIVES DE CHANGE			
CHARGES NETTES / CESSION VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT			
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES (3)		**1 412.50**	**166.81**
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
SUR OPERATIONS DE GESTION	126.25		2 391.54
SUR OPERATION EN CAPITAL			
DOTATION AUX PROVISIONS REGLEMENTEES			
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS EXCEPTIONNELS			
DOTATION AUX PROVISIONS REGLEMENTEES STOCKS			
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (4)		**126.25**	**2 391.54**
ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTEES (5)			
PARTICIPATION DES SALARIES AU RESULTAT (6)			
IMPOTS SUR LES SOCIETES (7)			
TOTAL DES CHARGES		**658 299.24**	**723 548.62**
SOLDE CREDITEUR = BENEFICE		**30 082.99**	
TOTAL GENERAL		**688 382.23**	**723 548.62**

COMPTE DE RESULTAT

Produits (ttc)	Du 01/01/2018 au 31/12/2018		31.12.2017
	Montant	Total	Total
PRODUITS D'EXPLOITATION			
VENTES DE MARCHANDISES			
PRODUCTION VENDUE	243 037.10		268 163.39
SOUS-TOTAL A		**243 037.10**	**268 163.39**
PRODUCTION STOCKEE			
PRODUCTION IMMOBILISEE			
SUBVENTION D'EXPLOITATION	423 439.64		423 386.92
REPRISES SUR PROVISIONS TRANSFERT DE CHARGES	12 592.94		10 714.18
COLLECTES			
COTISATIONS	4 033.00		4 435.00
AUTRES PRODUITS	1.78		14.25
SOUS-TOTAL B		**440 067.36**	**438 550.35**
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (1)		**683 104.46**	**706 713.74**
QUOTES-PARTS DE RESULTAT SUR OPERATIONS FAITES EN COMMUN (2)			
PRODUITS FINANCIERS			
DE PARTICIPATION			
D'AUTRES VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT ET CREANCES			
AUTRES INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	468.59		565.51
REPRISES SUR PROVISIONS			
TRANSFERT DE CHARGES			
DIFFERENCES POSITIVES DE CHANGE			
PRODUITS NETS / CESSION VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT			
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (3)		**468.59**	**565.51**
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
SUR OPERATIONS DE GESTION	3 945.00		1 154.77
SUR OPERATIONS EN CAPITAL	864.18		374.89
REPRISES SUR PROVISIONS			
TRANSFERT DE CHARGES			
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (4)		**4 809.18**	**1 529.66**
REPORT DES RESSOURCES NON UTILISEES DES EXERCICES ANTERIEURS			
TOTAL DES PRODUITS		**688 382.23**	**708 808.91**
SOLDE DEBITEUR = PERTE			**14 739.71**
TOTAL GENERAL		**688 382.23**	**723 548.62**

l'Inter'Val
Initiatives & Partages

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS 2018

Exercice clos le 31 décembre 2018

ANNEXE

L'annexe complète et commente l'information donnée par le bilan et le compte de résultat (article L 123 –13 alinéa 4 du Code de Commerce).

Ce bilan présente un total de **247 713 euros.**

Le compte de résultat dégage à la date de clôture de l'exercice un excédent comptable de **30 083 euros.**

L'exercice clos a eu une durée de douze mois, recouvrant la période du 1e janvier 2018 au 31 décembre 2018.

Ces comptes annuels ont été établis par le Conseil d'Administration et validés en séance du 27 Février 2019.

1 – FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE (*)

(*) Seuls sont indiqués les faits significatifs ayant une incidence significative sur la situation financière, le patrimoine ou le résultat de l'année en cours.

L'année 2018 est marquée par une diminution importante de la masse salariale du fait/

- d'absence longue (11 mois) d'un salarié
- de 2 congés parentaux partiels (20 %) non remplacés
- et d'un poste à 0.7 ETP non reconduit à partir de janvier 2018 sur l'animation jeunesse.

Ces mesures ont été prises du fait de

- l'incertitude de certains financements sur le secteur enfance et jeunesse
- la diminution de l'activité TAP et par conséquence de la diminution de la prestation financière.
- la diminution des aides à l'emploi.

2 – PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

21 – DEROGATIONS AUX PRESCRIPTIONS COMPTABLES

(C. com., art.9, al. 6)

Aucune dérogation aux prescriptions comptables ne justifiait d'être utilisée et n'a donc été faite.

22 – APPLICATION DES PRINCIPES COMPTABLES GENERAUX

221 – Cadre légal et réglementaire

Les comptes annuels de l'Association ont été établis suivant les principes généraux d'établissement et de présentation des comptes annuels définis par les articles 8 à 15 du Code de Commerce, par le décret n° 83-1020 du 29 novembre 1983, par le règlement n° 2018-06 du 26 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations.

222 – Enregistrement des opérations de l'exercice

Les opérations de l'association ont été enregistrées selon le critère des créances acquises et des dettes contractées au cours de l'exercice et non selon le système des dépenses réglées et des recettes encaissées. Cette procédure d'enregistrement comptable en créances et dettes permet de mieux appréhender les flux économiques et l'activité réelle de l'Association.

223 – Conventions comptables générales

Elles ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

224 – Modifications dans la présentation des comptes annuels

Aucune modification significative n'est intervenue par rapport à la présentation des comptes annuels de l'exercice précédent.

225 – Modification des méthodes d'évaluation

Aucune modification significative n'est intervenue par rapport à l'exercice précédent.

3 – NOTES SUR LE BILAN ET LE COMPTE DE RESULTAT

ETAT DE L'ACTIF IMMOBILISE – VALEURS BRUTES
(Décret 83-1020 du 29 novembre 1983 – article 24-4°)

	Début Exercice	Augmentation Exercice	Diminution Exercice	Fin Exercice
Immobilisations incorporelles	*12 033*			12 033
Immobilisations corporelles	56969		4 731	52 238
Immobilisations financières	0			0
Total général	**69 002**			**64 271**

ETAT DES AMORTISSEMENTS
(Décret 83-1020 du 29 novembre 1983 – article 24-4°)

	Début Exercice	Augmentation Exercice	Diminution Exercice	Fin Exercice
Immobilisations incorporelles	11 935	0	0	11 935
Immobilisations corporelles	45 933	161	0	46 094
Immobilisations financières	0	0	0	0

Total général	**57 868**	**161**	**0**	**58 029**

DUREE ET TAUX DES AMORTISSEMENTS
(Décret 83-1020 du 29 novembre 1983 – article 24-2°)

Les immobilisations sont amorties d'après les usages actuellement en vigueur, selon le mode linéaire.
Les taux d'amortissement ont été déterminés en fonction des durées probables d'utilisation.

Matériel	2-3-5 ans	50% - 33.33% - 20%
Matériel de bureau et informatique	3 ans	33.33 %
Mobilier	5 ans	20 %
Matériel de Transports	3 ans	33.33 %

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES
(Décret 83-1020 du 29 novembre 1983 – article 24-7°)

ACTIF CIRCULANT	Montant brut	Dont à 1 an au plus	Dont à plus d'1 an
Créances	83 843	83 843	-
Charges constatées d'avance	1 405	1 405	-
TOTAL GENERAL	**85 248**	**85 248**	-

ETAT DES ECHEANCES DES DETTES
(Décret 83-1020 du 29 novembre 1983 – article 24-7°)

	Montant brut	Dont à 1 an au plus	Dont à plus d'1 an et 5 ans au plus	Dont plus de 5 ans
Emprunts et dettes financières	0		0	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12 538	12 538	-	-
Dettes fiscales et sociales	75 704	75 704	-	-
Produits constatés d'avance	28 177	28 177	-	-
TOTAL GENERAL	**116 419**	**116 419**	**0**	-

FONDS ASSOCIATIFS

FONDS ASSOCIATIFS En euros	Fin 2017	Mouvements 2018	Fin 2018
Fonds de dotation	80 000	0	80 000
Report à nouveau	16 350	-14 740	1 610
Subvention investissement			
Reprise subvention investissement	910	2 690	3 600
Résultat 2017	-14 740	14 740	0
Résultat 2018		30 083	30 083
TOTAL GENERAL	**82 520**	**32 773**	**115 293**

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Valeur nette au 31 décembre 2018 = 3 600

PROVISIONS

PROVISIONS POUR RETRAITE

Total fin 2015	**8 000**
Dotation 2016	**2 000**
Dotation 2018	**6 000**
TOTAL au 31 décembre 2018	**16 000**

MODE DE CALCUL POUR INDEMNITES DE DEPART EN RETRAITE

Ce montant est calculé sur la base des salariés de plus de 50 ans conformément à la convention collective ALISFA.
Au vue de l'effectif présent et de l'ancienneté, les premiers départs sont prévus dans moins de 10 ans. Au 31 décembre 2018 trois salariées sont concernées.

La réglementation comptable impose la comptabilisation de la totalité des droits acquis au titre des départs en retraite ou assimilés et donne la possibilité de les mentionner dans l'annexe.
Ainsi le montant de provisions pour l'ensemble des salariés s'élève à **61 976 €**. Ce montant est calculé sur 1/60 rémunération annuelle par année de présence (maximum 15 années), pour les salariés présents au 1er janvier 2018.

AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2018

L'assemblée générale du 24 Mars 2018 a affecté le déficit **de l'exercice 2017**, soit **– 14 740 € en report à nouveau.**

Ce qui porte le montant du report à nouveau **+ 1 610 euros** (+16 350 € au bilan 2017)

TRESORERIE

TRESORERIE En euros	2017	2018
Banque	118 286	156 060
Caisse	33	163
Total au 31 décembre 2018	**118 319**	**156 223**

FONDS DE ROULEMENT et TRESORERIE

	2017	2018
RESSOURCES STABLES (A)	**97 830**	**131 293**
Fonds de dotation	*80 000*	*80 000*
Report à nouveau	**16 350**	**1 610**
Résultat de l'exercice	**-14 740**	**30 083**
Subventions investissement nettes	**910**	**3 600**
Provisions risques et charges	10 000	16 000
Emprunt long terme	5 309	0

	2017	2018
EMPLOIS STABLES (B)	**11 134**	**6 241**
Immobilisations nettes	**11 134**	**6 241**
FONDS DE ROULEMENT (A) – (B)	**86 696**	**125 052**

	2017	2018
RESSOURCES CIRCULANTES (A)	**120 909**	**116 419**
Prêt investissement CAF	0	
Dettes Fournisseurs et autres	12 355	12 538
Dettes sociales et fiscales	81 470	75 704
Produits constatés d'avance	27 085	28 177

	2017	2018
EMPLOIS CIRCULANTS (B)	**89 286**	**85 248**
Créances / produits à recevoir	88 139	83 843
Charges constatées d'avance	1 147	1 405
BESOIN FONDS DE ROULEMENT (B) – (A)	**-31 623**	**-30 796**

	2017	2018
TRESORERIE nette (FR – BFR)	**118 319**	**156 223**
Disponibilités	118 319	156 223

SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT ET PRESTATIONS (compte 70 et 74)

	2017	2018
Etat (emploi aidé) – FONJEP	46 645	11 341
CAF 35	179 730	172 192
Réseau parentalité 35	6 797	7 763
Conférence des Financeurs	4 950	2 500
Département 35	17 048	17 250
Communes (*)	236 064	274 209
Communes Prestation TAP	24 791	12 793
MSA	12 367	12 075
TOTAL GENERAL	**528 392**	**510 123**

(*) Subventions et prestations enfance jeunesse et animation globale

Détails des Prestations de services Communes liées à l'activité TAP et Accueils Loisirs (*)

	2017			2018		
	Enfance	Jeunesse	TAP	Enfance	Jeunesse	TAP
PLELAN	9 704	3 012	4 225	**8 970**	**2 053**	**2 775**
MAXENT	5 803	661	7 625	**6 280**	**757**	**2 025**
TREFFENDEL	3 862	1 116	1 725	**5 082**	**822**	**1 725**
PAIMPONT	2 755	1 114	4 579	**3 395**	**1 043**	**2 731**
MONTERFIL	6 288	473	6 637	**6 982**	**488**	**3 537**
SAINT PERAN	1 139	860		**1 008**	**676**	
IFFENDIC	2 029			**2 041**		
TOTAL GENERAL	**31 580**	**7 236**	**24 791**	**33 758**	**5 839**	**12 793**

(*) prestations de service accueils de loisirs = 0.54 € par heures de fréquentation enfants /jeunes

Détails des Subventions de Fonctionnement pour les Accueils de Loisirs enfance Jeunesse :

	2017		2018	
	Enfance	Jeunesse	Enfance	Jeunesse
PLELAN	28 617	31 550	**30 206**	**38 678**
MAXENT	10 929	7 394	**11 628**	**12 267**
TREFFENDEL	9 674	11 553	**11 962**	**15 985**
PAIMPONT	6 980	12 020	**10 091**	**15 985**
MONTERFIL	9 987	12 089	**12 229**	**16 230**
SAINT PERAN	1 668	3 685	**4 344**	**4 661**
TOTAL GENERAL	**67 855**	**79 291**	**80 460**	**103 806**

Détails des Subventions communes « Fonctionnement et Animation Globale » Centre Social

	2017	2018
PLELAN	19 155	19 570
MAXENT	7 315	7 351
TREFFENDEL	6 475	6 393
PAIMPONT	8 450	8 432
MONTERFIL	6 685	6 576
SAINT PERAN	2 020	2 024
TOTAL GENERAL	**50100**	**50 346**

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

- Pas de valorisation de mise à disposition de locaux par les communes enregistrée d'un point de vue comptable.

EFFECTIFS SALARIES au 31 décembre 2018

L'effectif moyen annuel pour 2018, est de **14.59 ETP.**
Le nombre de salariés ayant travaillé pour l'association sur l'année est de **67** dont 45 sont des animateurs vacataires assurant l'encadrement dans les accueils de loisirs enfance sur les mercredis et pendant les vacances scolaires.

Effectifs sur l'année 2018 :

CONTRAT	Nombre de Salariés	Temps Plein	Temps Partiel	ETP (Equivalent temps plein)
CDI	15	6	9	**10.93**
CDD (1)	3	-	3	**1.37**
CDII (2)	1		1	**0.24**
CEE (3)	45		45	**1.57**
CUI /CAE	**2**	**0**	**2**	**0.48**
Total	**67**	**6**	**61**	**14.59**

(1) CDD : 1 salarié animateur enfance mois de juillet ; 3 salariés animateurs jeunesse
(2) CDII : CDI Intermittent - 1 salariée - intervenante danse
(3) CEE: Contrat Educatif d'Engagement procédure de calcul pour les salariés en CEE
2,20 Heures par jour travaillé * nombre de jours travaillés sur l'année/1607

VIE ASSOCIATIVE et BENEVOLAT

Valorisation temps passé par les bénévoles :

- Le bénévolat est évalué à 3 985 heures **en 2018 avec près de 150 bénévoles actifs sur l'année.**
- Valorisé au taux horaire Brut du SMIC (9, 88 €/heure au 01/01/2018), soit en valorisation financière un montant de 39 372 €

Réunion des instances dirigeantes

- **Le Bureau s'est réuni 13 fois**
- **et le Conseil d'Administration s'est réuni 6 fois** au cours de l'année 2018